



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Belfort, le 30 juillet 2014

Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/GV/FC 2014 – 0730A

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC



**Garanties Financières pour mise en sécurité
d'installations du site de SOCHAUX
en cas de défaillance de l'exploitant**



Rapport de présentation au Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques



Rapport de l'inspection des Installations Classées

La DREAL Franche-Comté est certifiée ISO 9001/v2008 sur une partie de ses missions

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 sans rendez-vous

sur rendez-vous uniquement de 14h00 à 16h00

Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07

8 rue du Peintre Heim – CS 70201 - 90004 BELFORT Cedex

www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I. GARANTIES FINANCIÈRES

A/ CONTEXTE REGLEMENTAIRE

La loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement avait introduit en 1993 (loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières), l'obligation visant à ce que la mise en activité, tant après l'autorisation initiale qu'après une autorisation de changement d'exploitant, des installations définies par décret en Conseil d'État présentant des risques importants de pollution ou d'accident, des carrières et des installations de stockage de déchets, soit subordonnée à la constitution de garanties financières.

Ces garanties financières sont destinées à assurer, suivant la nature des dangers ou inconvénients de chaque catégorie d'installations, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture.

Ces dispositions sont codifiées à l'article L.516-1 du Code de l'Environnement et les décrets d'application, codifiés aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement, ne concernaient jusqu'en novembre 2011 que les carrières, les installations de stockage de déchets et les établissements dit « SEVESO ».

Le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 pris en application des articles L.516-1 et 2 du Code de l'Environnement institue l'obligation de constituer des garanties financières pour de nouvelles catégories d'installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières imposées au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement est de couvrir les frais de la mise en sécurité (et dans certaines conditions de dépollution) du site des installations visées par le dispositif, en cas de défaillance de l'exploitant ou s'il n'effectue pas les démarches prévues à l'article R.512-39-1 en cas de cessation partielle ou totale d'activités soumises à ces garanties financières.

Les garanties financières doivent couvrir la mise en sécurité des installations soumises à garanties financières et de leurs installations connexes, et non pas du site dans son intégralité, lorsque d'autres activités sont présentes.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, quatre arrêtés d'application ont été publiés au Journal Officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté « modalités GF » signé le 31 mai 2012 publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des Installations Classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement (arrêté « Liste » signé le 31 mai 2012 publié au JO du 23 mai 2012 et modifié par arrêté du 20 septembre 2013 ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières par le biais d'un fonds de garanties privé, tel que prévu au I de l'article R.516-2 du Code de l'Environnement (arrêté du 5 février 2014, publié au JO du 28 février 2014).

Pour le site qu'elle est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de SOCHAUX, MONTBÉLIARD, EXINCOURT, ETUPES et VIEUX-CHARMONT par l'arrêté préfectoral n° DCLE/4B/N° 2006-0510-06087 du 5 octobre 2006, la Société PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC est concernée au titre des rubriques n° 2565 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) et n° 2940 (Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduits etc). Dès lors, la Société PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC était tenue, en application des textes susmentionnés, de constituer ses garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total de la garantie avant le 1^{er} juillet 2014,

➤ 20 % du montant total de la garantie chaque année pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation. Conformément à l'article 3 de l'arrêté « modalités GF » susmentionné, la proposition de montant des garanties financières était à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution, soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC.

L'exploitant devait, par ailleurs, transmettre au Préfet pour le 1^{er} juillet 2014, un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

La proposition de calcul a été transmise par PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC par courrier du 2 décembre 2013 modifié en particulier par courriels du 22 avril 2014 et du 5 juin 2014.

B/ ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10 ;
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- **α** : indice d'actualisation des coûts ;
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres ;
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols ;
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de SOCHAUX de la Société PEUGEOT CITROËN SOCHAUX SNC, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 610 777 € étant précisé que ce montant tient bien compte des principaux déchets liés aux activités soumises à garanties financières ;
- Mi = 55 700 €, car le site dispose de 7 cuves enterrées de carburant, dont le volume total est de 310 m³ ;
- Mc = 3000 €, car l'ensemble du périmètre du site est d'ores et déjà clôturé et la limitation de l'accès ne nécessitera plus que la mise en place de panneaux ;
- Ms = 57 096 €, car le coût du diagnostic de sol a été calculé sur la base de la formule forfaitaire ne dépendant que de la surface (76 020 m²) concerné par les installations soumises à garanties financières et leurs installations connexes et que le site dispose d'ores et déjà de quinze piézomètres ;
- Mg = 127 224 €, basé sur le coût d'un gardiennage 24 heures sur 24 heures effectué pendant 6 mois.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 700,3 (indice de février 2014 publié au JO du 31 mai 2014)
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier ($Sc = 1,10$) et de l'indice d'actualisation ($\alpha = 1,0523$), le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 953 157 € TTC.

Au regard de ces éléments, l'inspection des Installations Classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site relevant de l'obligation de garanties financières. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité, mais aussi la survenue d'une pollution nécessitant une gestion des sols et/ou des eaux souterraines soumises à garanties financières, nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

Sur la base des précédentes conclusions, et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose donc de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant et prescrivant aussi les moyens spécifiques à la base du calcul non encore actés, à savoir la limitation des quantités de déchets dangereux liés aux installations soumises à l'obligation de constitution de garanties financières (Cf. article 5).

De plus, compte tenu de la réception tardive des derniers compléments déposés par l'exploitant, il n'apparaît plus possible de prescrire la constitution de la première échéance des garanties financières (20 % du montant total) et la transmission du document attestant de cette constitution à l'inspection des Installations Classées avant le 1^{er} juillet 2014. Dès lors, il est proposé de prescrire la constitution et la transmission de cette première échéance dans le mois suivant la notification de l'arrêté et de ne pas différer les échéances suivantes (qui demeure au 1^{er} juillet de chaque année).

Le projet d'arrêté préfectoral en annexe du présent rapport a été établi en ce sens. Il tient également compte à son article 4 du fait que le changement d'exploitant de cette société est à présent soumis à autorisation préfectorale, en application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement.

II. PROPOSITIONS ET CONCLUSIONS

L'inspection des Installations Classées propose de fixer le montant des garanties financières à constituer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, cet arrêté complémentaire joint au présent rapport, requiert l'avis du Comité Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 30 juillet 2014	Belfort, le 30 juillet 2014	Belfort, le 30 juillet 2014
<i>Signé</i>	<i>Signé</i>	<i>Signé</i>
Inspecteur de l'Environnement	Inspecteur de l'Environnement	Chef de l'Unité Territoriale Nord Franche-Comté